

Capacitation Citoyenne

Ce livret est financé par :



© «arpenteurs» - Periferia - 2011

Réseau Capacitation Citoyenne

Eau Est Ensemble

Capacitation Citoyenne

Une fédération d'énergies en action citoyenne

Le "Collectif" EAU EST ENSEMBLE en Seine-Saint-Denis

Sommaire

Capacitation Citoyenne	3
Chacun a des capacités, mettons-les en action!	4
L'écriture du livret, prendre le temps de raconter et questionner son histoire	4
Capacitation, un programme à vivre	6
Le “Collectif” Eau Est Ensemble	9
Une fédération d'énergies en action citoyenne en Seine-Saint-Denis	
Questions de Capacitation	13
De la lutte pour l'eau à la réappropriation citoyenne	14
Agir autrement et au-delà des structures, pour renforcer l'efficacité politique	16
Porteurs de parole	16
La télé Eau cinéma	17
Une expérience hallucinante	18
Exploser la blogosphère	20
Un cadre pour informer et sensibiliser les élus	21
Intervention à l'Assemblée délibérative	22
Des clowns à la concertation?	24
Suites et résultats	26

un public? action publique, service public, tout public!	30
Le public, les publics	30
Les acteurs du collectif	31
Énergie, répartition des rôles, efficacité	33
Moyens? l'énergie, mais il faudrait...	33
Animation? une répartition des rôles	34
Décision? un principe fondamental, l'efficacité	35
Le territoire d'intervention, une question d'efficacité aussi	37
Une influence qui dépasse le territoire	39
Tous impliqués, pas de la même façon!	41
Ensemble, un "COLLECTIF" efficace et de bonne humeur!	43

Des collectifs qui interrogent et croisent leurs pratiques pour renforcer leurs actions solidaires et citoyennes

Collectifs d'habitants, de chômeurs, de femmes, d'habitants de la rue, de sans-papiers, espaces de débat ou de concertation, budgets participatifs, ateliers artistiques, ateliers urbains, économie solidaire, environnement...

Une centaine de collectifs et de structures de tous horizons font vivre Capacitation Citoyenne depuis 2000. Ce sont des groupes belges et français en majorité, mais aussi quelques-uns du Brésil et du Sénégal, qui développent des actions collectives pour améliorer les conditions de vie sur leur territoire.

Capacitation Citoyenne apporte des moyens pour se rencontrer, se ressourcer, se confronter, se renforcer. "Capacitation Citoyenne" n'est pas une marque déposée, une procédure figée, ni un réseau fermé. Il s'agit d'un programme d'actions, défini collectivement, qui repose sur la conviction que l'échange renforce. Il encourage particulièrement la rencontre entre citoyens, professionnels et élus.

Chacun a des capacités, mettons-les en action!

Capacitation?!! C'est la "mise en capacité". C'est l'idée que, par le collectif, on peut conforter et révéler des compétences. Ce mot venu du Brésil et du Sénégal place l'individu et le groupe au centre de la démarche, comme acteur de sa propre transformation, et de la transformation de son environnement. *«C'est aussi comprendre les raisons de sa situation pour mieux pouvoir la faire évoluer avec d'autres.»*

Capacitation Citoyenne prend une fonction de "haut-parleur", pour rendre plus visibles des énergies locales, leur donner une place privilégiée et les mettre en lien les unes avec les autres: lors des rencontres, par les livrets, sur le tournage des Karavanes, par la newsletter, la "feuille", le site internet... Capacitation Citoyenne devient une vitrine, un lieu ressource sur les questions de solidarité et de citoyenneté.

L'écriture du livret, prendre le temps de raconter et questionner son histoire

Les groupes qui le souhaitent peuvent écrire un livret avec Capacitation Citoyenne. Élaboré collectivement, il raconte le groupe, son parcours, ses actions, ses combats, ses façons de faire, ses réflexions, ses doutes

parfois. C'est une forme d'auto-évaluation collective qui vise à mettre en relief les capacités citoyennes mobilisées par les personnes impliquées dans un projet.

Une fois le livret réalisé, le groupe en reçoit une centaine d'exemplaires; cela peut lui servir de document d'identité, de présentation, ou de matière à nourrir de futures réflexions. Le livret est aussi distribué à tout le réseau, aux institutions qui financent l'action et plus largement à toute personne intéressée qui en fait la demande. Les livrets sont téléchargeables sur le site internet: www.capacitation-citoyenne.org.

Un processus collectif

Chaque livret est élaboré dans un contexte particulier même s'il suit en général le même cheminement. Le groupe qui réalise son livret choisit les personnes invitées à composer le groupe de travail, en encourageant la diversité des participants (bénévoles, salariés et utilisateurs d'une structure par exemple). Trois à quatre réunions permettent de décrire le groupe, son organisation, son action, puis de répondre collectivement à une série de questions ouvertes. Un ou deux animateurs de Capacitation Citoyenne rédigent un texte à partir de ces échanges. Ensemble, on prend le temps de débattre, creuser, questionner, modifier, préciser, améliorer la formulation jusqu'à la validation par tous. Enfin, on choisit les illustrations.

Une approche de Capacitation Citoyenne, parmi d'autres!

Les collectifs qui ont rédigé un livret soulignent l'importance de cette étape d'écriture collective : se raconter à soi-même permet de mieux communiquer ses capacités à d'autres. D'autres collectifs cheminent avec Capacitation Citoyenne en participant, d'une manière ou d'une autre, à des actions comme les Karavanes, sans pour autant avoir écrit de livret.

Capacitation, un programme à vivre

Les rencontres

Au-delà de l'échange de livrets entre les groupes, Capacitation Citoyenne est un programme de rencontres. Plusieurs fois par an, les collectifs se retrouvent pour échanger sur un thème : la mobilisation, le travail avec les élus, le droit au logement... ou pour développer des ateliers et décider ensemble des orientations du programme. Les rencontres sont un moment chaleureux, de ressource et de partage, *« un réservoir où puiser l'énergie positive auprès des autres. »*

C'est l'occasion de faire une pause dans les combats du quotidien, de prendre le temps de se raconter aux autres et de faire le point sur sa démarche. Mais aussi de croiser des gens, des sujets et des points de

vue différents, de construire des ponts, de creuser ensemble une question.

La Karavane

La Karavane est née de la volonté des collectifs d'ouvrir et d'essaimer Capacitation Citoyenne. Depuis 2009, ils créent des événements dans l'espace public sur différents territoires de France et de Belgique, pour interpeller les acteurs de ces territoires, les élus, les passants et pour montrer *« qu'ensemble, ils sont capables de tout pour faire bouger les choses ! »*

La Karavane peut être une interpellation sur un thème particulier : l'eau, les richesses citoyennes... ou prendre la forme du tournage d'un film mettant en scène les déclarations des collectifs : ce dispositif, baptisé *« Silence, on parle ! »* propose à des groupes de monter sur scène et de prendre la parole, avec un sketch, une chanson, une déclaration... pour ouvrir le débat avec les participants et les passants.

Une façon de sensibiliser le grand public sur ses propres capacités à réagir et l'inciter à faire mouvement!

Le “Collectif” Eau Est Ensemble

Une fédération d'énergies en action citoyenne, en Seine- Saint-Denis

« **S**e fédérer, c'est toujours militer, mais horizontalement: on fédère de l'énergie sur un sujet, on diffuse, on n'attend pas de retour, d'adhésion, de cotisation, on n'a pas besoin d'être d'accord sur tout, et on met son corps dans l'action aussi.»

L'eau est un patrimoine collectif de l'humanité, elle ne peut être vendue et privatisée.



Le Collectif Eau Est Ensemble est un regroupement informel de personnes, associations, mouvements politiques, collectifs et réseaux. Il existait un réseau depuis deux ans déjà: la Coordination eau Île-de-France, qui regroupe une centaine d'associations et personnes.

Le collectif "Eau Est ensemble" s'est constitué en 2010, au moment de la création de la communauté d'agglomération Est-Ensemble. La nouvelle communauté a en effet choisi de prendre la responsabilité de l'eau.

Il s'agissait d'une chance historique de changer de mode de gestion! Dans l'urgence, nous avons créé un collectif pour identifier les associations actives localement et permettre à d'autres de se joindre très rapidement à une action...

« Ici en banlieue parisienne, c'est une des eaux les plus chères de France ! » « Oui, la création d'une communauté d'agglomération c'est une bonne occasion pour reprendre la main sur la gestion de notre eau. Je le dis aussi pour les autres communautés d'agglomération qui se créent partout en France en ce moment. »

Que se passait-il avec notre eau?

La communauté d'agglomération aurait pu choisir une eau publique, moins chère et d'au moins aussi bonne qualité, via une adhésion à Eau de Paris. Mais, à notre grand désappointement, le conseil communautaire s'orientait vers le maintien du contrat actuel avec la multinationale Véolia, en confirmant son adhésion au Syndicat des Eaux d'Ile-de-France (SEDIF).

C'est pourquoi nous avons constitué le collectif, pour lutter contre la marchandisation et la dégradation de qualité de l'eau.



**Coordination
EAU Île-de-France**

Questions de Capacitation



De la lutte pour l'eau à la réappropriation citoyenne

Le collectif s'est noué autour d'une question pratique: «*On a voulu éclairer la problématique d'une gestion publique cherchant l'intérêt général par rapport à une gestion privée visant le profit.*»

«*On veut nous faire penser que c'est hyper technique, on nous noie sous le poisson (!), les gens ne savent pas, alors que ça concerne tout le monde très directement, et que les enjeux sont très simples à comprendre: plus cher et plus pollué, ou plus public pour être au moindre coût et de la meilleure qualité.*»

L'audience de l'action par le relais des médias citoyens, des caméras, des tracts, stimule l'émulation entre les groupes constitués et les partis. L'information passe, les gens se posent des questions et il faut prendre position.

«*On est allés à la rencontre des gens et des élus, ces échanges à l'extérieur d'une organisation, ça a créé du débat.*»

«*Des personnes simplement mieux informées sont allés poser la question dans leurs instances municipales, et nous l'ont dit.*» «*Ça cause, dans les mairies!*»

Et mutualiser ponctuellement les compétences techniques, juridiques, organisationnelles... renforce l'effi-

cacité «*il faut acquérir de l'expertise sur le dossier, ensuite on peut agir, au bon moment et efficacement.*»

«*On veut faire changer les choses, pas faire tomber les foules dans la passion, c'est pas évident de passer de la revendication à la gestion, la Gauche a du mal avec les marchés publics.*»

«*Nous on est sur le concret, le local, on cherche quelle action réaliser pour que le vote des élus soit cohérent avec leur discours, leur engagement.*»



Agir autrement et au-delà des structures, pour renforcer l'efficacité politique

C'est venu de notre envie de nous dépasser, et de dépasser les cadres habituels de l'action "militante", quitte à désobéir aux règles d'interpellation plus communément admises.

On s'est inventé tout un tas de trucs pour informer et mobiliser les citoyens et les élus.

Porteurs de parEAUies

Le principe consiste à s'installer dans un espace public, par exemple un marché, pour exposer les réponses des passants à une question très simple, du type «*faut-il payer l'eau du robinet?*» Il s'agit d'être à l'écoute, de noter les phrases parlantes, puis de proposer de les inscrire sur un nouveau panneau. Les discussions sont très riches.

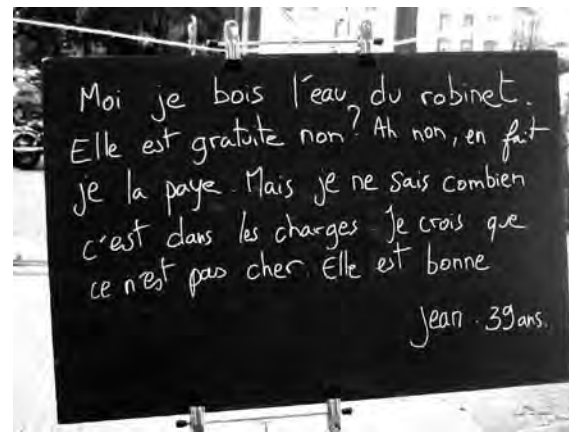
«Quand on fait ça, si on nous demande "vous êtes qui?", et qu'on répond "65% d'eau, et vous aussi", c'est plus facile de discuter, on ne défend pas une écurie, on informe et on écoute le citoyen.»

«Une fois un élu m'a dit "mais qui le signe ce tract?" j'ai pris mon stylo et je l'ai signé.»

La télé EAU cinéma

C'est bien la télé... quand on discute après! Un documentaire "choc" était passé à la télé sur France2 "du poison dans l'eau du robinet", une projection gratuite avec débat a été organisée dans un cinéma.

Au cours du débat la réalisatrice a suggéré de vérifier la qualité de l'eau dans le département. Une personne du public s'est rendue le lendemain à la Mairie, pour demander les analyses de l'eau, et... surprise! Oui, effectivement, il y avait de l'aluminium!



Elle nous a alertés et nous avons pu restituer à la population une information précise sur la présence d'aluminium dans l'eau distribuée. Cette substance, utilisée par Véolia dans le processus de potabilisation, peut être cause de la maladie d'Alzheimer.

C'est fou, avec tant d'experts, personne n'avait pensé à aller tout simplement voir les relevés de la qualité de l'eau affichés à la Mairie!

Une expérience hALLUcinante

Cette histoire de l'aluminium nous a vraiment indignés. Nous avons organisé plusieurs "farces", pour interpeller la population et les responsables politiques à ce sujet..

Une fois, nous avons occupé le hall de la mairie avec un "die-in" médiatique (on fait le mort), en nous enroulant dans du papier aluminium. Le résultat, nous avons eu un excellent article, auquel les pouvoirs publics se sont sentis obligés de répondre, sans pouvoir le discréditer.

Une autre fois, nous avons tapissé la ville de flyers (tracts) qui informent de la présence d'aluminium dans l'eau distribuée et conseillent d'appeler les services concernés pour plus d'information. Le même jour, nous avons joué plusieurs saynètes de "théâtre de l'invisible" dans ces mêmes services (sketch où les spectateurs ne

savent pas qu'il s'agit de théâtre, et pensent que c'est un événement réel, par exemple une dispute...). Nous avons joué les citoyens étonnés, inquiets, et souhaitant fermement avoir des renseignements.

Ça a fait un tollé à l'accueil, et ça a du monter très haut parce que à la fin un responsable est descendu pour s'occuper personnellement de l'affaire...

Morts de rire.



Exploser la blogEAUsphère

Le blog de la Coordination Eau Île-de-France www.eauidf.blogspot.com permet d'apporter une information précise, suivi régulier et complet, montre que l'alternative à la privatisation est possible, avec par exemple le "Guide du militant de l'eau". Il diffuse les vidéos des événements.

Il annonce aussi les réunions importantes, les diffusions de débats et de projection de films.

Pour la délibération du conseil communautaire Est Ensemble, nous avons explosé la blogosphère. Tout le monde s'y est mis. Une constellation de blogs alternatifs, d'opposition, écologistes... s'est emparée du sujet. Jusqu'à aujourd'hui, nous occupons la place sur le net. Essayez de taper "eau est ensemble" sur Google!

Heureusement qu'on était là! Rien n'était prévu pour informer les gens! Nous avons produit et diffusé très rapidement les comptes rendu des séances de délibération du conseil communautaire, les motions des conseils municipaux, des vidéos et des articles...

Un cad'EAU pour informer et sensibiliser les élus

Avant le vote, nous avons produit et rendu publiques des contre-expertises de grande qualité.

Pour marquer le coup, le collectif a symboliquement remis aux élus communautaires un petit pack-cad'eau comprenant:

- Une "feuille d'eau" contenant de l'Eau de Paris, (bouteille en plastique recyclée avec le message "Bien commun de l'humanité, l'eau n'a pas de prix" réalisée par la Fondation France Libertés.

Sensibilisation... active, la Feuille d'Eau



- Une copie du livre "L'eau n'a pas de prix, vive la régie publique" de Gabriel Amard, président d'une communauté d'agglomération de la même région, qui vient de passer en régie publique.

Une petite vidéo a été réalisée pour le net.

Intervention à l'Assemblée délibérative

La "Coordination Eau Île de France" avait lancé un appel à rassemblement de citoyens pour la séance de vote sur la gestion de l'eau de nos robinets, au Conseil Communautaire de "Est Ensemble" le mardi 23 novembre 2010. Beaucoup de monde était là, du jamais vu au Conseil Communautaire!

Plusieurs personnes avaient été invitées à y participer en tenue festive, avec sifflets et cotillons.

Tout à coup un porte-voix est apparu près de l'entrée de l'hémicycle pour inviter le public à dépasser le cordon de velours qui sépare élus et citoyens. Il s'agissait de faire reporter la tenue de ce vote, les élus n'étant que partiellement et partialement informés, et la privatisation nous semblant contraire à l'intérêt général.

Après un bon petit moment d'hésitation, le public a investi l'espace en chantant, en dansant, en sifflant, pour

faire des discours au porte-voix contre les arguments de la privatisation, ou pour expliquer individuellement aux élus les conséquences de cette décision. *« Une élue a même répondu "on n'est pas des spécialistes, je ne connais rien au dossier" ! »*

La présence des journalistes qui suivaient tous les regroupements d'élus contraignait à la transparence « on ne bouscule pas les journalistes de Canal+ ! » ce qui fait qu'au bout d'une heure le Président a dû annuler la séance.

Cela a laissé l'espoir aux opposants de voir le débat reprendre avec une meilleure information sur les tenants et les aboutissants de la privatisation.

au Conseil Communautaire de "Est Ensemble" /



La semaine suivante, au moment du vote, le collectif avait décidé d'entreprendre une action symbolique. Chaque élu devait se prononcer à haute voix, le public couvrait la voix des élus qui se prononçaient pour, en criant « **contre, contre, contre** ». Les militants se gargarisaient avec de l'eau qu'ils avaient amenée « **c'est fou le pouvoir d'un gargarisme collectif!** », ils essayaient de fabriquer des banderoles de fortune, qu'on leur arrachait, et ils ont été filmés puis évacués assez brutalement, ils criaient « **à bientôt au Tribunal, à bientôt aux cantonales!** »

Le 8 février 2011, un recours gracieux aux fins d'annulation de la délibération portant sur la "demande d'adhésion de la communauté d'agglomération au Syndicat des eaux d'Île-de-France (SEDIF)", en date du 30 novembre 2010, a été déposé par la Coordination Eau Île-de-France.

Sur le fond il y a contestation de la sincérité du vote, les élus n'ayant été informés que d'une part des alternatives.

Des clowns à la concertation?

« *La première réunion de "concertation" de tous les habitants d'Est Ensemble avait lieu le 18 mai 2011 à l'hôtel de ville de Pantin. Curieusement, la gestion de*

l'eau potable n'était pas à l'ordre du jour... mais c'était pourtant toujours à l'agenda politique ! Or, cela ne s'est pas passé exactement comme prévu...

A l'entrée de l'hôtel de ville, La Brigade Activiste des Clowns (B.A.C.) était là pour assurer "le service du désordre". La brigade, composée d'une dizaine de clowns, portait fièrement un badge de vigile de la société Fricolia, des maquillages colorés et des nez rouges.

Elle a voulu "aider" les organisateurs à contrôler que personne n'apporte d'eau publique, strictement interdite à Est Ensemble et plus encore à Pantin. Armés de poireaux détecteurs d'eau, ils fouillèrent le public.

Les poireaux, détecteurs d'eau publique



Certains avaient de l'eau publique dans le cerveau... "Allez vite vous faire laver le cerveau à la réunion", "et surtout, ne parlez pas d'eau!".

Le président de l'agglomération fit dépêcher quatre agents de sa police municipale. L'un d'eux avait même revêtu un gilet pare-balles. Face à des poireaux on n'est jamais trop prudent...

Dans la salle les citoyens interpellés par l'accueil clownesque souhaitait en savoir plus sur la gestion de l'eau dans l'agglomération. Mais pour la chargée de com' rémunérée pour diriger les débats, il n'était pas question de concertation citoyenne... Le rapport de farce était en notre faveur!»

Suites et résultats

L'action pour la séance de la Communauté d'Agglomération a eu une influence relative mais efficace très médiatisée, cela a permis de sensibiliser davantage d'élus, dont certains ont modifié leur vote, et de citoyens.

« Il y a eu un étonnement de voir que des citoyens s'impliquent sur un sujet présenté comme hyper technique.»

Même si l'adhésion au SEDIF a finalement été votée par 53 voix contre 38, la pression indirecte a bien eu

une écoute, et certains élus ressentent un malaise avec cette décision. Il y a eu des changements de discours, des reprises d'arguments contre la privatisation, et la promesse qu'au bout de deux ans le contrat serait remis en cause.

La Coordination a organisé une collecte citoyenne, pour rassembler les fonds nécessaires aux frais juridiques engagés pour poursuivre la bataille. Dans le cadre d'une brocante organisée par Comme vous et moi, étaient installés l'exposition, des objets à vendre, des grosses bonbonnes d'eau pour recueillir des dons, et des barbes à papa bleues! Cela a été un grand succès.

Les participants sont très vigilants sur les suites du vote, "Est Ensemble" ayant indiqué que le contrat n'était signé qu'à l'essai pour deux ans.

Et le collectif, quoiqu'informel, est désormais reconnu par le public et les pouvoirs en place et fait des émules sur d'autres territoires.

« On a gagné la bataille des idées! » Les élus qui sont pour le service public, les citoyens informés, se sont rendu compte des enjeux réels du débat, et les décideurs se sont mis à réaliser que *« on n'a pas eu le choix, mais c'est une erreur. »*

Ces autres formes d'implication politique visent aussi une réappropriation de la politique. *« Il ne s'agit pas d'antiparlementarisme, c'est un mouvement citoyen politisé qui ne cherche pas à obtenir le pouvoir politique, mais à équilibrer et éclairer la légitimité de ceux qui exercent le pouvoir. »* Une confrontation d'opinions a été organisée, entre le président de la coordination et l' élu responsable, dans le journal de la communauté d'agglom.

L'eau potable en banlieue parisienne, qui fait quoi ?

La communauté d'agglomération "Est Ensemble" réunit neuf communes de la Seine-Saint-Denis : Bagnolet, Bobigny, Bondy, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin et Romainville, soit au total près de 400 000 habitants. Au moment de sa création, en 2010, les élus communautaires ont choisi de prendre en charge la compétence "eau".

Le SEDIF, Syndicat des Eaux d'Ile-de-France, regroupe 142 communes de la banlieue parisiennes pour assurer la distribution de l'eau potable.

Le SEDIF délègue ce service public essentiel à une seule et même multinationale : Veolia Il s'agit d'un contrat "de régie intéressée", qui s'avère particulièrement avantageux pour l'entreprise, beaucoup moins pour les usagers : l'eau de la banlieue parisienne est parmi les plus chères de France.

Eau de Paris est redevenue un service public, régie municipale qui a pour objet de gérer le service public de l'eau à Paris, de la production jusqu'à sa distribution aux usagers et abonnés. Cela permet de réaliser des économies, de favoriser la protection à court et long terme des ressources, et de privilégier la qualité de l'eau.

Est Ensemble, au sein du SEDIF



un public? action publique, service public, tout public!

Le public, les publics

Chacun doit être sensibilisé à l'importance de l'enjeu. Il faut que les citoyens soient mieux informés de l'ensemble des contraintes, des atouts et des inconvénients de chaque solution.

« Ici c'est sensibilisation, on distribue les tracts et on discute, c'est comme ça que ça diffuse. On ne "recrute" pas mais on propose à ceux qui signent la pétition de s'inscrire à la liste de diffusion pour recevoir l'information ultérieure. »

Il faut que les élus puissent se déterminer par rapport aux différents aspects du sujet, alors qu'ils n'ont pas de moyens de formation indépendants et que les groupes de pression économique transmettent uniquement des informations qui servent leur intérêt financier.

Il faut que les organisations politiques élaborent et communiquent la connaissance technique et économique nécessaire pour une délibération objective et des décisions lucides, sans s'enfermer dans des logiques partisans.

Les acteurs du collectif

Ils ont rejoint le collectif à titre individuel même s'ils appartiennent très souvent à une organisation. Ils participent par intérêt pour le sujet, ou plus globalement pour "revivifier le politique".

Lors de l'intervention à la séance du Conseil communautaire, certains portaient donc les badges ou autres signes d'appartenance à un parti, un syndicat... d'autres non.



On peut militer personnellement pour une cause, en parallèle avec des actions menées dans un groupe constitué « *on est “multi-engagé” aujourd’hui, ce n’est plus le schéma des “30 Glorieuses” où on appartenait à UN syndicat, à UN parti.* » On peut dépasser les clivages entre partis, syndicats, associations... quand on peut se mettre d'accord sur un sujet de lutte particulier.

Les participants du Collectif ne se sentent pas obligatoirement liés de façon permanente, certains se sont rencontrés physiquement à l'occasion de l'écriture du livret « *ah! c'est TOI qui as fait le dessin de la pompe à fric?!!!* »

Le succès de l'action, quoique relatif, a soudé des connexions entre des personnes qui pourront à la fois se reconnaître sur des sujets d'actions différents et se sentir en confiance grâce à cette première expérience. « *L'eau de cuisson de la crevette est son révélateur* », dit Francis Ponge (vivante elle est grise, dans l'eau bouillante elle devient rose... c'est dans l'action qu'on se révèle plus complètement).

Moyens? l'énergie, mais il faudrait...

Il n'y a pas de financement prévu pour militer hors d'une organisation. De plus le collectif est une association de fait, non déclarée, donc ne peut obtenir de financements pour assurer même son fonctionnement.

Mais il y a une nécessité de professionnalisation pour ce type de sujets très spécialisés. Il faudrait pouvoir salarier ces compétences. Souvent dans les associations cette fonction est assurée bénévolement par des retraités, mais ici les participants qui en auraient les capacités ne sont pas en mesure d'y consacrer un temps énorme sans financement.

« Il faudrait inventer un salariat alternatif qui permette de militer, de mettre de l'expertise à la disposition des contre-pouvoirs. »

Et aussi, les frais d'avocats sont importants. Plusieurs organismes nous ont fait des dons, mais ce n'est pas suffisant. Nous avons organisé une collecte citoyenne pour compléter!

Animation? une répartition des rôles

Il faut à la fois connaître le dossier, mais aussi savoir s'organiser, mobiliser la population et sensibiliser les élus et «ils savent qu'on est capables de le faire.»

«Il faut de la compétence technique, de la médiation pour fédérer, trouver la façon de faire participer chacun là où il se sent le mieux, pas forcément la même chose, égalité n'est pas uniformité, il y a des niveaux différents, l'organisationnel s'adapte.»

«Le juridique, ceux qui savent attaquent, le Collectif se l'approprie.»

Lorsque l'on passe à la désobéissance civile, il faut aussi évaluer les risques. Il y a un rapport de force à établir et si on se trouve face à la violence, il faut savoir désamorcer.

«Comme on ne connaît pas les autres, on apprend à écrire sans nuire à personne, sans cibler quelqu'un, c'est encore une arme du combat. Pour une action spécifique, s'il le faut on peut créer un nom éphémère qui n'engage que sur ce moment.»

Décision? un principe fondamental, l'efficacité

«Ce n'est pas seulement l'urgence et le désordre qui nous font réagir vite, mais aussi une idée précise de l'efficacité.»

«Le mieux est l'ennemi du bien, on va essayer de ne pas noyer le poisson, si on attend d'être d'accord sur toutes les virgules on ne fera surtout rien.»

«On ne va pas se prendre la tête, on n'a pas le temps et c'est pas plus mal que ce soit différent, pas si important, on a appris à être multiples, différents donc tolérants.»

Une communication efficace, même en SMS



«Je lis le mel en diagonale, si ça me va, c'est bon, on n'a pas le temps, c'est maintenant ou jamais, ça part à l'impression demain, si t'es pas content t'avais qu'à le faire.»

«On ne va pas faire de la réunionite, le cadrage c'est sur le fond!»

*« – ça reste de l'initiative, et c'est pour personne, c'est pour la cause
– même si certains ont pu l'interpréter comme contre quelqu'un!»*

«Ça coule de source puisqu'on est bien d'accord que les élus n'ont plus assez prise.»

Pour l'équipe de Capacitation, il est rare que les participants d'un collectif soient si clairs et déterminés sur les modalités de la décision!

Pour la mobilisation relative à la délibération sur le marché de l'eau de la Communauté d'Agglomération, la dimension locale était prédominante, il s'agissait de réagir en urgence sur une décision territoriale.

Mais l'engagement du collectif est global, il sera désormais attentif à tous les marchés publics de l'agglomération ("PPP", Partenariat Public-Privé) qui sont adoptés sans information objective des élus, sans transparence et risquent de nuire à l'intérêt général.

La brocante-collecte



Ainsi les transports, les déchets, les questions d'énergie (nucléaire, gaz de schiste...) et les problèmes qu'ils soulèvent entre sécurité et profit sont des enjeux analogues qui pourraient devoir faire l'objet d'interventions politiques alternatives en restant à l'échelle de la Communauté d'Agglomération.

La logique globale est bien présente dans les fondements de l'action (dans ce cas précis, l'eau est un bien commun de l'humanité), mais ici il s'agit de veiller à son application locale. En particulier dans les partenariats public-privé, les lobbies économiques n'ont qu'une priorité : la logique financière. Il faut rassembler une résistance citoyenne pour défendre l'intérêt général.

Et la mobilisation des citoyens sur l'espace de "Est Ensemble" est déjà un enjeu volumineux.

Le collectif a donc plutôt vocation à intervenir précisément sur un objectif concret de mise en œuvre de principes, sur son territoire de Seine-Saint-Denis.

« Sur les 9 communes de « Est Ensemble », on est vraiment dans une bonne échelle d'intervention active, on connaît les réseaux, on peut disposer d'informations rapidement, on a acquis la confiance même d'élus sur la solidité des arguments et l'expertise des citoyens. »

Ainsi la région soutient les "Assises des Associations pour l'Eau", organisées par la Coordination, qui contribuent à structurer le mouvement et la sensibilisation de la population et des élus et professionnels.



Une influence qui dépasse le territoire

Aussi, les participants du Collectif préparent notamment le Forum alternatif mondial de l'eau, pour faire entendre d'autres voix au prochain Forum mondial de l'eau qui aura lieu en mars 2012 à Marseille, organisé par les multinationales de l'Eau en prétendant représenter la société civile.

« En effet, notre aventure locale peut avoir un impact au niveau global, il s'agit d'un contrat symbolique, notre territoire est une vitrine pour la privatisation de l'eau dans le monde. »

Le "Programme Européen Jeunesse en Action", qui vise à renforcer les capacités des jeunes à se faire entendre des politiques, soutient le projet de la coordination. Il s'agit de proposer à 25 jeunes, dont 3 italiens et 3 belges, d'auditer, collectivement et individuellement, les responsables volontaires de l'eau dans la Région. Ce travail sera présenté au Forum, donc nationalement.

« Maintenant ce débat, et cette résistance, c'est un exemple type pour d'autres communautés d'agglo, d'autres communes, et on nous appelle d'autres lieux pour raconter et échanger. »

Le "Collectif" réunit ponctuellement, pour une action, des personnes, militants d'une structure existante ou non. Ce sont des alliances conjoncturelles, même si elles peuvent se renouveler systématiquement.

La Coordination Eau Ile de France est née en 2008, à l'occasion du renouvellement du contrat du SEDIF pour toute la région. Elle a pu intervenir dans 50 des 140 villes d'Ile-de-France, le rapport de force était très défavorable pour se faire entendre à cette échelle. Elle s'est montée en association pour assurer une continuité du suivi du sujet et pouvoir saisir la justice.



Ensemble, un “COLLECTIF” efficace et de bonne humeur!

Elle considère le sujet de l'eau non seulement dans l'aspect financier de sa gestion entre public et privé, mais aussi globalement, sur les questions de santé, d'environnement, de partage et de préservation des ressources...

Elle réunit de façon durable des adhérents individuels, et une trentaine de structures militantes à vocation globale ou thématique: partis politiques, groupes d'élus, grandes villes, associations de consommateurs et de protection de l'environnement, listes citoyennes, groupes de la société civile...

«L'écriture du livret a permis de prendre un point de vue plus panoramique sur l'ensemble des actions, et de formaliser plus précisément leurs raisons d'être, et de continuer!

Et la participation aux “Silence on parle”, où certains sont intervenus pour la première fois dans l'espace public, a conforté la légitimité de notre action collective.»

« Ça fait bouger les lignes intervenir en individuels groupés stimule aussi l'organisation à laquelle on appartient. Dans les orga, on a du mal à dépasser nos propres méthodes habituelles.»

« Le Collectif permet de dépasser les incompréhensions entre organisations, ou leurs craintes d'être récupérées globalement... tout en ayant la force d'un groupe.»

« On peut travailler ensemble, on agglomère des énergies, on partage et c'est plus efficace.»

« On sent bien que les citoyens se mettent à résister.»

à suivre!!!

...

**Ont participé aux séances des
2 février, 23 mars, 6 avril, 26 mai et
19 octobre 2011, qui ont permis la
réalisation de ce livret:**

anne, Jean-Baptiste, Jean-Claude, Jean-Marc, Michel, Stéfania,
Xavier

Rédaction du livret:

Stéfania MOLINARI & anne CORDIER

Crédits photos:

Eau Est Ensemble, p.25 Cyril CAVALIÉ

Contacts:

eauidf@hotmail.fr

www.assiseseau-idf.fr

Coordination Eau Ile-de-France

Accueil:

espace comme vous émoi
5 rue de la Révolution
93100 Montreuil
01 48 57 18 14

Siège:

Maison des Associations
19 rue du Monument
94300 Champigny-sur-Marne

<http://eauidf.blogspot.com>

Capacitation Citoyenne
www.capacitation-citoyenne.org

«arpenteurs»

contact@arpenteurs.fr
Tél.: +33/0 4 76 53 19 29
Fax: +33/0 4 76 53 16 78
www.arpenteurs.fr

9, place des Ecrins
38600 Fontaine
France

Periferia

contact@periferia.be
Tél.: +32/0 2 544 07 93
Fax: +32/0 2 411 93 31
www.periferia.be

rue de la Colonne, 1
1080 Bruxelles
Belgique

Conception graphique et réalisation: «arpenteurs» ©2011
Toute reproduction autorisée sous réserve de citer la source.